

## Les banques privées parasitaires

Plaidoyer pour un système bancaire d'état.

Les pyramides financières sont une escroquerie aujourd'hui bien connue qui peut, dans la plupart des pays, faire l'objet de poursuites judiciaires. Des pontes de la finance s'y sont livrés massivement et seront peut-être poursuivis. Mais, par les mécanismes plus subtils de titrisation, c'est en réalité toute une économie pyramidale qui s'effondre avec la crise. Comme le fait remarquer Bernard Maris, le système financier est devenu un parasite de l'économie.

Face à ce constat ce n'est pas sur les mécanismes de contrôle qu'il convient de s'interroger, mais bien sur la structure financière et monétaire mondiale elle-même.

Pour la plupart des citoyens, la monnaie fiduciaire n'a plus aujourd'hui qu'un rôle accessoire, limité aux petits achats. Elle est apparemment remplacée avantageusement par une monnaie virtuelle gérée uniquement par des cartes bancaires.

Tant qu'on a pu croire à l'efficacité des organismes de contrôle ça ne posait que deux problèmes. Le premier est que dans tous les cas ces nouveaux modes de paiement ont un coût parfois prohibitif, soit pour l'acheteur, soit pour le vendeur et le plus souvent pour les deux. Le résultat final est toujours un surcoût pour l'acheteur. Le deuxième problème est que, malgré les mesures obligeant les banques à accepter l'ouverture de comptes pour des personnes indigentes, beaucoup de personnes moins favorisées sont découragées dans cette démarche par les organismes financiers. De plus, l'ouverture et l'utilisation d'un compte, contrairement à l'utilisation de la monnaie fiduciaire, supposent une certaine maîtrise de la langue écrite. Les statistiques d'illettrisme montrent que pour une part très significative de la population moins favorisée, il s'agit d'un obstacle insurmontable.

La crise a fait apparaître que les organismes de contrôle, qu'ils soient nationaux, internationaux ou mondiaux ne fonctionnent absolument pas. Il y a à cela une raison structurelle, c'est leur dépendance par rapport aux mécanismes qu'ils sont sensés contrôler. Il ne s'agit pas nécessairement ici d'une dépendance financière, mais plutôt d'une dépendance culturelle. Les contrôleurs sont presque toujours issus des milieux économique ou financier et sont de ce fait culturellement convaincus des vertus du libéralisme économique, si pas du capitalisme. Et il est vrai qu'au niveau social auquel ils se situent, les bienfaits de ce libéralisme sont évidents. Même Fitoussi, qui a pourtant su se montrer critique vis-à-vis du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale et admet que le Produit Intérieur Brut (PIB) est un mauvais outil de mesure, ne va pas jusqu'au bout de son raisonnement et se perd en contradictions, lorsqu'il cherche à démontrer que la croissance sort des populations de la misère et ne fonctionne pas au détriment des facteurs environnementaux (Voir en annexe 1 ma lecture critique de « La nouvelle écologie politique »). Il admet que la croissance s'accompagne d'une dualisation de la société avec des pauvres plus pauvres et des riches plus riches, mais reste bloqué sur le PIB comme outil de mesure principal, sans tirer les conséquences de l'absence de corrélation entre la croissance et par exemple l'indice de satisfaction de vie ou tout autre indice de bien-être. Il faut reconnaître que le PIB est un outil simple à utiliser. Clairement chiffré, il plait aux économistes et financiers, mais ne donne aucune indication sur la manière dont la richesse est répartie dans la population, ni sur la satisfaction individuelle et collective qu'elle procure en termes de bien-être. Pire encore, des dépenses qu'on souhaiterait éviter, telles que l'essence gaspillée dans les embouteillages, les frais médicaux, les désamiantages, les coûts de stockage des matières radioactives, la consommation de tabac ou les funérailles, se cumulent au PIB et sont donc considérées comme des facteurs positifs.

Il ne faut se faire aucune illusion sur la capacité de contrôler les organisations financières ni au niveau d'un état, ni à n'importe quel niveau international ou mondial. En essayant de mieux structurer les organismes de contrôle ou d'élargir leur rôle de régulation on créera, le temps que les marchés resteront freinés par les effets de la crise, l'illusion d'une économie assainie. Mais la seule logique du marché est, et restera, le rendement le plus élevé possible, sans aucune considération sociale ou environnementale. Quels que soient les mécanismes de contrôle que les économistes tenteront d'imaginer, cette logique de base est implacable et conduira inéluctablement à de nouveaux soubresauts qui surviendront avec le déclin des énergies fossiles et les conséquences du réchauffement global. Les banques, dans leur forme actuelle, pas plus que les bourses, n'ont pour vocation d'anticiper ces problèmes. Leur horizon est aujourd'hui le rendement immédiat. Toute autre considération sort de leur angle de vue.

Le fait que les banques agissent sans aucune considération écologique ou sociale est une constatation très partielle. En réalité il n'y a pas plus de considération pour l'éthique ou même la légalité. Le phénomène n'est pas neuf. Lorsque je faisais remarquer en Conseil d'Entreprise d'une grande compagnie d'assurance – tiens, déjà dirigée par Maurice Lippens - dans les années 1980 qu'une décision sociale était illégale, la réponse du juriste maison était qu'il n'y avait pas lieu de respecter la Loi, parce que le législateur n'avait pas prévu de sanction. Depuis toute faille de la loi ou toute absence de contrôle est systématiquement exploitée si elle peut générer du profit. Les mécanismes d'évasion fiscale en sont l'exemple le plus visible, mais il n'existe aujourd'hui aucun frein sérieux au blanchiment d'argent mafieux.

Même des transactions parfaitement légales se sont inscrites durant des décennies dans une logique de jeu et le vocable « économie casino » n'a rien d'usurpé. Pas mal de particuliers, profitant des facilités des premiers outils permettant des transactions électroniques immédiates, se sont lancés dans le jeu boursier. Dans certains milieux, même des adolescents ont participé à ce casino boursier. Certains y ont gagné, au moins temporairement, mais la plupart ont été vite dépassés par les batteries de robots des institutions financières, programmés pour générer le plus rapidement le plus grand profit, fonctionnant 24 h sur 24 et réagissant en vente ou achat au moindre frémissement des marchés.

Les causes de la crise ne se limitent évidemment pas au problème des « subprimes ».

Un grand risque, suite à crise, serait le retour du protectionnisme, dont on voit poindre un peu partout les prémices. Beaucoup d'historiens s'accordent à considérer que le protectionnisme est l'une des causes majeures des guerres et c'est un risque qu'il convient de prendre soigneusement en compte dans toute mesure de redressement de l'économie. D'autre part, il faut remédier aux dérives de la mondialisation, qui ont largement contribué à l'amplitude de la crise, même si elle n'en est pas la seule cause. C'est entre ces deux bornes, nécessaire encadrement de la mondialisation et protectionnisme, qu'il convient aujourd'hui de naviguer. En l'absence de politique fiscale et sociale européenne, il y a malheureusement gros à parier que les tendances protectionnistes vont revenir au galop et que nous serons de ce fait contraints à suivre le même chemin. La balle est dans le camp de l'Europe mais, avec la présidence Tchèque actuelle et Barroso à la Commission nous ne risquons pas de solution novatrice.

Les crises et tensions engendrées par le protectionnisme sont évidentes lorsqu'il s'agit de l'économie réelle, c'est à dire de transactions qui portent sur les échanges effectifs de biens et de services et qui représentaient avant la crise moins de 2,2% des transactions financières. Ces opérations impactent directement la vie de l'ensemble des citoyens, tant comme consommateurs que comme producteurs. Il serait totalement irresponsable de réintroduire des barrières

protectionnistes portant sur cette économie réelle, au niveau des états-nations. Par contre, pour ce qui concerne l'économie virtuelle ou « économie casino », base du système financier parasitaire, dont les profits vont essentiellement à la spéculation et dont le fonctionnement s'apparente aux escroqueries pyramidales, sans profit pour le citoyen moyen, la ré-installation de barrières protectionnistes pourrait être de nature à stabiliser l'économie.

Nous ne pouvons pas espérer de réaction rapide et efficace au niveau supra-national, qui serait pourtant le seul niveau pertinent. Les organismes internationaux sont de lourdes machines essentiellement destinées à la promotion du libre échange et déchirées entre les tendances divergentes de leurs membres. On ne peut même pas espérer qu'elles évoluent sous l'effet d'élections. La plupart de ces institutions ne sont pas démocratiques et ne réagissant que très lentement à l'évolution des opinions publiques, transmise par de trop nombreux relais politiques et diplomatiques. Ceci ramène à devoir imaginer des solutions aux niveaux national voire régional.

Dans l'économie globalisée et « virtualisée » telle qu'elle existe aujourd'hui, aucun organisme n'est en mesure de contrôler les transactions financières. Quelle que soit la bonne volonté et l'imagination de ceux qui prétendent instaurer de nouveaux mécanismes de contrôle, rien ne sera en mesure d'empêcher le retour rapide de nouvelles crises similaires ou pires. Je dis le retour rapide, parce qu'il faut tenir compte de l'accélération de l'histoire. Les technologies de l'information ont considérablement accéléré les mutations. L'objectif affiché aujourd'hui est de relancer la machine financière à tout prix.

Attention pourtant, les principaux défis sont devant nous. J'avais parié sur une crise comparable à celle de 1929, aux alentours de 2015. Je me suis trompé, elle est venue six ans plus tôt. Dans ce pari je prenais en compte deux facteurs principaux, le pic de production du pétrole et les conséquences du réchauffement climatique. La crise actuelle retardera sans doute ces deux facteurs de 5 à 10 ans. L'idée actuelle semble être de relancer la machine économique comme avant, en se contentant de réinventer les mécanismes de contrôle, qui avaient été mis en place par le « new deal » après la guerre mondiale de 1940-1945 et qui ont été supprimés dans les années 1980 par la vague ultra-libérale Nixon-Tatcher. Mais les conséquences des défis environnementaux et de la fin des hydrocarbures ne font que poindre.

Est-il normal que la finance soit aux mains d'institutions privées ? Quel rôle favorable jouent-elles en faveur de la société ?

Traditionnellement la monnaie était responsabilité d'État. Aujourd'hui, avec sa dématérialisation, est-il acceptable que ce soient des institutions privées qui remplissent ce rôle fondamental, hors de tout contrôle. Aucune supervision réelle de la masse monétaire en circulation n'est plus possible. Les institutions financières génèrent une monnaie fictive sous forme de prêts à risque qui s'avèrent non remboursables.

La seule manière de revenir à une économie saine est de nationaliser tout le secteur bancaire et financier.

C'est la seule manière d'éviter la génération d'un argent virtuel, sous forme de crédit à risque, provoquant des surendettements pour les particuliers, suivis de titrisation de ces crédits par des banques privées qui cherchent à en répartir le risque le plus largement possible.

L'argent est affaire d'État ou d'un groupe d'États partageant la même monnaie. L'argent n'est pas privatisable.

C'est la seule manière d'éviter qu'un juste fonctionnement du marché soit parasité par un capitalisme mafieux uniquement préoccupé du profit maximum.

C'est la seule manière d'éviter que le citoyen ait à payer pour payer.

C'est la seule manière de juguler l'évasion fiscale organisée et c'est la seule approche qui ouvre la possibilité d'un impôt plus juste.

La seule justification des banques privées est une liberté totale des mouvements de capitaux, qu'ils soient honnêtes et justifiés par des transactions portant sur l'économie réelle, spéculatifs jusqu'au délire, destinés à éluder l'impôt, ou carrément mafieux. L'intérêt de l'immense majorité des citoyens honnêtes est de disposer d'une banque d'état lui permettant de placer son argent à un taux raisonnable, avec un risque connu, d'une banque disposée à lui accorder des financements sans pour autant le plonger dans le surendettement, d'une banque ouverte à tous, quels que soient leurs revenus et offrant une réelle assistance à ceux qui maîtrisent mal la langue écrite.

Seul ce type d'organisme aura la capacité de financer les investissements en fonction des besoins d'un marché débarrassé du capitalisme parasite. Seul ce type d'organisme est susceptible d'être au service des citoyens, même les plus démunis. Seul ce type d'organisme pourra soutenir la création d'activités et le financement d'investissements créateurs de richesse pour le pays et pour ceux qui travaillent, qu'ils soient chefs d'entreprise, indépendants ou salariés.

C'est la voie moyenne entre l'économie planifiée et l'ultra-libéralisme, entre le collectivisme oppresseur et la dictature capitaliste.

Cette voie a de bonnes chances de s'imposer sous la pression populaire, au moment où la crise financière se sera transformée en dépression et en crise sociale majeure. Ce peut être dans 6 mois ou dans dix ans, selon les soubresauts que l'agonie du capitalisme provoquera, mais il convient de préparer dès aujourd'hui les modalités de cette mutation afin d'éviter, autant que faire se peut, les conflagrations violentes. Il faudra notamment évaluer l'opportunité et le moyen de confisquer les enrichissements de crise les plus immoraux, peut-être sous la forme d'une opération de type Gutt, afin de les réinjecter dans l'économie réelle, au profit de l'ensemble de la population. Je songe notamment à la confiscation des parachutes dorés de ceux dont la rapacité a très largement contribué à l'amplitude de la crise.

Jean-Pierre Wauters

## Annexe 1

### Lecture critique de la nouvelle écologie politique (Jean-Paul Fitoussi et Éloi Laurent).

J'ai abordé le livre avec un à priori plutôt favorable. Ayant lu avec intérêt l'analyse du fonctionnement des organismes financiers internationaux dans « La grande désillusion » de Fitoussi je m'attendais à une analyse beaucoup mieux étayée et pertinente. C'est certes un travail très bien documenté mais manifestement écrit par des gens qui restent convaincus des vertus fondamentales du capitalisme, et qui citent honnêtement les études qui contredisent les vertus absolues du libre marché, mais qui se refusent d'en tirer toutes les conclusions, particulièrement celles qui pourraient faire douter de la validité du mythe de la croissance génératrice de bien-être. Le livre se base bien entendu principalement sur l'évolution du PIB et ne fait que regretter qu'il n'y ait pas aujourd'hui d'indicateurs suffisamment fiables de niveau de bien-être des populations. C'est normal, c'est un travail d'économistes. Il peut se résumer à un vibrant plaidoyer pour le maintien de la croissance, argumenté par un brouillard de références à des études souvent contradictoires.

Parmi les préjugés il y a la foi affichée dans l'augmentation infinie des connaissances et « le progrès irréversible du savoir humain » qui constitue l'argumentation principale contre les promoteurs de la décroissance. Selon les auteurs l'augmentation des connaissances compenserait la loi d'entropie<sup>1</sup> (héritée de la thermodynamique), qui aboutit au constat que notre civilisation technologique fonce dans le mur de la finitude des ressources. Cette foi dans l'augmentation des connaissances se fonde presque exclusivement sur l'augmentation de la vitesse du traitement des opérations mathématiques par les ordinateurs et tend à induire l'idée que dans tous les domaines technologiques les progrès seraient potentiellement aussi impressionnants. Ils ne mentionnent pas que les connaissances elles-mêmes sont soumises à la même loi d'entropie et ne sont donc pas infinies. Les progrès enregistrés pour les technologies qui consomment le plus d'énergie sont de plus en plus marginaux.

Le moteur à explosion a certes évolué au cours du siècle passé, sa consommation a sans doute été divisée par deux ou même par quatre, particulièrement dans la dernière décennie, mais son principe de fonctionnement est resté le même et tout indique que nous arrivons aujourd'hui aux limites des possibilités d'améliorations techniques. Ça reste un excellent chauffage et un très mauvais moteur et rien n'indique qu'il soit possible de faire beaucoup mieux.

Il en va de même de la pile à combustible et de la filière hydrogène qui existent depuis plus de 50 ans mais qui restera marginale parce qu'elle se heurte au mode de production d'hydrogène basé aujourd'hui essentiellement sur les hydrocarbures, sur les problèmes de stockage et de transport, sur les problèmes de rareté et de coût du palladium utilisé dans les piles à combustible. La seule approche raisonnable est la production d'hydrogène par électrolyse avec de l'électricité verte, mais avec un rendement déplorable qui condamne cette filière à une marginalité définitive par rapport au parc automobile existant.

Les perspectives offertes par la fusion nucléaire sont des promesses de chercheurs qui cherchent d'abord des capitaux et ils ont raison : il faut poursuivre ces recherches. Mais aujourd'hui rien ne permet de croire qu'il s'agit d'une technologie susceptible de dépasser le stade expérimental. Je rappelle que le tokamak géant qui pourrait commencer à fonctionner dans une cinquantaine d'années est un outil expérimental qui pourrait produire au mieux une fusion nucléaire de quelques minutes plutôt que les quelques secondes obtenues dans les outils d'aujourd'hui. Tout ce qu'il pourrait indiquer c'est que la fusion nucléaire contrôlée peut produire plus d'énergie qu'elle n'en consomme. Ce n'est pas pour autant que la conversion de la chaleur produite en

---

<sup>1</sup> Grandeur qui permet d'évaluer la dégradation de l'énergie d'un système. Fonction définissant l'état de désordre d'un système, croissante lorsque celui-ci évolue vers un autre état de désordre.

électricité (rendement de l'ordre de 30 %) laissera un bilan positif en finale. Encore moins que le procédé sera applicable industriellement. Maintenir en fonctionnement un outil produisant des milliards de degrés durant quelques minutes sera en soi prodigieux. Pourra-t-on pour autant mettre au point une technologie permettant un fonctionnement permanent ? Rien ne l'assure.

Fonder les orientations d'avenir sur la capacité de la science à résoudre tous les problèmes est à mon sens totalement irresponsable. Quelles sont les avancées scientifiques suffisantes qui pourraient être susceptibles d'arrêter à temps la chute massive de la biodiversité à laquelle nous assistons dans l'indifférence générale ?

Autre problème, tout le discours des auteurs se fonde sur des études historiques globalement linéaires, que les lignes soient droites ou exponentielles, mais nous vivons dans un monde chaotique. Leur foi dans l'augmentation permanente des connaissances fait fi des réalités historiques qui ont vu la perte de nombreuses connaissances au passage d'une civilisation à l'autre et même au cours d'une même civilisation. Je lisais récemment que dans l'industrie nucléaire le savoir-faire métallurgique qui a permis la fabrication des cuves de réacteurs dans les années 50 est aujourd'hui en grande partie perdu. Nous ne sommes pas à l'abri d'une rupture de civilisation qui pourrait freiner brutalement et pour longtemps toute recherche scientifique ou technologique.

Certaines conclusions s'écartent de la logique économique pure et dure et c'est heureux. J'épinglerai par exemple la volonté de décroissance des inégalités qui est mentionnée, mais sans autre piste pour y arriver que « ... un effort de justice sociale, un effort d'imagination et repenser le développement humain » (page 74). Une autre piste, « la redistribution autoritaire des richesses » est évoquée, mais pour l'écarter aussitôt sans prendre la peine de l'analyser, tant elle est contraire aux échelles de valeurs des auteurs.

En matière d'enseignement une amélioration est aussi souhaitée par les auteurs et j'applaudirais sans réserve si je ne savais que les économistes imaginent le plus souvent que l'enseignement fonctionne comme un marché et que la concurrence entraîne l'émulation et améliore la qualité globale. Les études PISA prouvent exactement le contraire.

Les auteurs souhaitent aussi plus de démocratie. Ici aussi on ne peut qu'applaudir à priori. Encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'est exactement la démocratie, qui reste une notion fort variable dans le temps et dans l'espace et qui va du terreau pour faire pousser la jungle ultra-libérale aux social-démocraties. La dictature de Saddam Hussein ne valait-elle pas mieux pour la population que la démocratie made in USA qui l'a suivie, à cet endroit de la planète et à ce moment de l'histoire ?

Concernant l'impact de la démocratie, l'annexe II, tout au bout du livre montre une fois encore que les auteurs se sont posé de bonnes questions, mais ici sans comprendre ce qui se passe. Ils reconnaissent que la comparaison entre l'évolution de l'Inde considérée comme démocratique (par un indicateur ONU qu'il conviendrait aussi d'analyser) et de la Chine considérée comme peu démocratique sur la même base. La plupart des indicateurs analysés sont plus favorables à la Chine. La Chine est peu démocratique, alors que les auteurs considèrent la démocratie comme indispensable. De plus elle a pratiqué une politique autoritaire de réduction des naissances, donc malthusianiste, ce qui est la première approche que les auteurs ont veillé à démolir, dès le premier chapitre du livre. De manière particulièrement partisane, les auteurs attribuent au manque de démocratie le fait que la Chine pollue beaucoup en utilisant le charbon dont elle dispose en quantité pour améliorer le niveau de vie de la population. Où prennent-ils donc

qu'une démocratie aurait empêché des intérêts privés d'en faire autant ? Il se fait que la Chine dispose de beaucoup de charbon et sauf erreur ceci n'est pas dû à son manque de démocratie !

Les contradictions et les assertions pré-jugées.

Les auteurs balaient d'un revers de la main (page 85) le fait que les démocraties populaires ont assuré une formation de très bon niveau en affirmant de manière dogmatique que « l'éducation primaire et secondaire s'apparente d'avantage à une acculturation idéologique ». Pour avoir été régulièrement en contact avec des hongrois et des roumains je sais que, pour ces deux pays ainsi que pour Cuba (régulièrement visitée par des amis de l'APED), cette affirmation est fautive et partisane. Pour les anciennes républiques soviétiques Benjamin Friedman, qui est cité très honnêtement, parle d'un « niveau d'éducation sans commune mesure avec le niveau économique », ce qui n'induit pas non plus l'idée d'une acculturation idéologique. Est-ce un mal que l'enseignement tende aussi à unifier la population vers un objectif commun de bien-être ? Est-ce pour autant de l'acculturation idéologique ? Le fait que l'enseignement soit de meilleure qualité dans les démocraties populaires peut être lié à l'absence de marché scolaire. La plupart des économistes ne peuvent pas comprendre que la concurrence scolaire existe toujours au détriment de la qualité et empêche l'émergence d'une école démocratique (Voir les études de Nico Hirtt à ce sujet)

Ma critique répétée du PIB comme outil de mesure de croissance, qui ne dit rien du bien-être des populations, est confusément partagée en page 77, où les auteurs regrettent la lacune de l'Indicateur de Développement Humain. Je rappelle qu'il existe peu de corrélation entre croissance du PIB et indice de satisfaction de vie et que lorsqu'on croit déceler une corrélation, c'est dans le sens d'une diminution de ce deuxième indice lorsque le PIB augmente.

Cette critique est d'autant plus fondée que parallèlement à la croissance extraordinaire des revenus, il existe une croissance tout aussi impressionnante de l'écart entre les plus riches et les plus pauvres qu'il s'agisse des pays ou des individus (pages 72 et suivantes). Quel mécanisme du marché libre pourrait être de nature à inverser cette dualisation croissante de toutes la plupart des sociétés ?

Comme le livre a manifestement été écrit avant la crise, il sera intéressant de vérifier dans deux à trois ans quelle était la part de l'économie casino dans la croissance remarquable du PIB. Lorsqu'on sait que seuls 2,4 % des transactions financières portaient sur l'économie réelle on est en droit de se demander si on ne parle pas aussi de croissance virtuelle des PIB.

Enfin, les auteurs développent leur argumentation sur base d'une analyse historique alors qu'ils reconnaissent qu'au moins dans certains domaines tels que le niveau de population, le réchauffement climatique et la perte de biodiversité il n'existe aucun équivalent historique à la situation actuelle. Rien dans leur argumentation, à part leur foi dans le développement technologique infini, ne permet d'entrevoir comment des recettes historiques ont des chances de fonctionner dans une situation dont les paramètres de base n'ont plus rien à voir avec ce qui a pu se passer au cours de l'histoire de l'humanité.

En conclusion, ce livre pose un certain nombre de constats fondés sur des études et des chiffres, sans doute souvent fiables, mais l'analyse en est faite au travers d'une vision dogmatique du marché libre et du mythe de la croissance obligatoire et infinie du PIB, lui-même ancré sur le mythe de la croissance infinie du savoir et des développements technologiques. S'agissant de l'analyse réalisée par un prix Nobel d'économie et tenant compte que la plupart des lecteurs

l'aborderont de ce fait comme parole d'évangile, ce livre risque de fausser le débat démocratique dans un domaine aussi essentiel que les orientations à donner à la société pour suivre les indications produites par le GIEC ou le WWF. Il est ici question de survie et il importe de ne pas laisser dire n'importe quoi, particulièrement si les auteurs jouissent d'une grande réputation.

La croyance ou non dans l'évolution infinie des technologies est en dernière analyse ce qui fonde la rupture entre la social-démocratie blairiste et la gauche radicale. C'est la maladie de base de nos partis socialistes, incapables de se positionner sur ce dilemme et les élections de la secrétaire du PS français n'en est qu'une péripétie de plus. Tant que nous ne nous positionnerons pas clairement dans ce débat, notre image restera floue et seule la crise économique pourra peut-être nous éviter de perdre d'autres élections.

Pour paraphraser le titre d'un autre ouvrage de Fitousi, la lecture de ce livre fut pour moi « La grande désillusion ».